



Objet : Réforme des retraites

Mesdames, Messieurs les parlementaires socialistes du Val-de-Marne,

Monsieur le Secrétaire fédéral du PS 94,

Il y a trois ans, comme des millions de salariés, vous vous étiez mobilisés, avec les syndicalistes que nous sommes, pour faire reculer le gouvernement de l'époque dans son abjecte et injuste contre réforme des retraites.

Vous dénonciez, notamment, le fait que la réforme Sarkozy/Fillon allait « transformer les jeunes retraités en vieux chômeurs, en obligeant les séniors à cotiser plus longtemps et contraindre les femmes qui ont eu des carrières fractionnées à partir à 67 ans ».

Vous souligniez que cette réforme allait « entrainer une baisse des pensions, comme après les précédentes réformes de la droite ».

Face à ce recul social qu'a fini par nous imposer la bande du Fouquet's, vous vous engagiez, auprès de chacun de nous et du mouvement social en général, à maintenir, si vous reveniez aux affaires, « l'âge légal de départ à 60 ans » et à « financer les retraites du premier au dernier euro par des efforts partagés ».

Vous écriviez dans un de vos tracts, que nous avons aujourd'hui l'honneur de vous retourner au cas où vous auriez des doutes sur vos engagements de l'époque ou des troubles passagers de mémoire, que « les revenus du capital et les banques devaient aussi contribuer à l'effort de solidarité ».

Qu'en est-il aujourd'hui et où sont passés vos engagements de l'époque autour desquels nous nous sommes, ensemble, massivement mobilisés ? Où est la rupture promise avec les politiques précédentes et quelle signification donnez-vous, dans ces conditions, à votre slogan : « le changement, c'est maintenant » ?!

A l'occasion des journées d'actions interprofessionnelles des 10 et 18 septembre dernier et forts de plusieurs sondages d'opinion, nous avons, organisations syndicales de salariés et organisations de jeunesse, exprimé notre colère, notre mécontentement contre le projet de réforme qu'a décidé de faire voter précipitamment le gouvernement.

Ensemble, nous avons notamment réaffirmé notre refus catégorique de subir un nouvel allongement de la durée de cotisation qui pénaliserait considérablement l'embauche des jeunes, les salariés aux carrières courtes, en majorité les femmes, amputerait le pouvoir d'achat des pensions et plongerait des millions de retraités dans des difficultés croissantes (moins d'un salarié sur deux est en activité lorsqu'il liquide ses droits à la retraite !).

Nous avons aussi et surtout mis en avant d'autres choix et solutions possibles, en rupture avec les logiques et politiques libérales antérieures. Elles correspondent en grande partie à vos engagements de l'époque et supposent d'avoir le courage politique d'affronter le monde de la finance et d'aller chercher l'argent là où il est.

Aux affaires ou non, pour notre part, nous n'oublions pas les conditions de votre élection et ne renoncerons pas à nos espoirs de rupture et de changement.

Une autre réforme des retraites, résolument courageuse et progressiste, est possible ! Elle implique, au départ, de se dégager du dogme absurde d'un soi disant « coût du travail » trop élevé et de s'intéresser, au contraire, au coût exorbitant du capital et de l'inégale répartition des richesses.

Pour garantir et conforter le régime de retraite solidaire par répartition, il faut imposer des politiques de relance de la croissance et de développement du plein emploi.

Il faut revaloriser les salaires et les minimas sociaux, moduler les taux de cotisation sociale patronale en fonction des politiques et comportement des entreprises, supprimer les exonérations de cotisations, mettre à contribution les revenus financiers. De l'argent existe dans notre pays pour satisfaire notre exigence d'une retraite à 60 ans à taux plein avec un montant de retraite à 75% du salaire de référence.

C'est en tant que parti majoritaire à gauche et en tant que parlementaires du Val-de-Marne que nous vous interpellons aujourd'hui dans l'unité et avec gravité.

Vous avez les moyens, en plus de restez fidèles à vos promesses, de rejeter ce projet de loi régressif, d'en bâtir un nouveau plus en prise avec la majorité de l'opinion et les besoins de notre société. Nous sommes disponibles pour en débattre, vous rencontrer, vous convaincre du bien fondé et de la faisabilité immédiate de nos propositions alternatives.

Dans l'attente, et pour donner l'écho nécessaire à ces propositions, témoigner de notre détermination et placer sous le contrôle des salariés et de la jeunesse vos choix et votes futurs, nous appelons à un rassemblement unitaire le mercredi 9 octobre 2013 à 11h devant la fédération socialiste 96 avenue du général de Gaulle à Créteil.

Créteil le 27 septembre 2013